

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES ONETECH

2, place Jean Millier
La Défense 6
92400 Courbevoie

Références : 20250226_VI_TRTG_Risques_Situation_Admin
Code AIOT : 0005805695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES ONETECH implanté Établissement de Normandie 4864 Route Industrielle BP27 – Rogerville 76 700 HARFLEUR. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES ONETECH
- Établissement de Normandie 4864 Route Industrielle BP27 – Rogerville 76 700 HARFLEUR
- Code AIOT : 0005805695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TotalEnergies OneTech – Établissement de Normandie est un établissement exploité par la société TotalEnergies OneTech également connu sous le nom de TRTG (Total Research & Technology Gonfreville). Le TRTG est un centre de recherche de la compagnie TotalEnergies dont les missions concernent l'assistance technique aux unités de production et les recherches spécifiques sur les procédés du raffinage, ainsi que la valorisation des charges et des produits.

La visite d'inspection a eu pour objectif de vérifier que les installations de détection explosimétrique étaient fonctionnelles et correctement maintenues d'une part, et de faire le point sur les modifications d'installations concernées par la nomenclature des installations classées impactant la situation administrative du site d'autre part.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Règles de gestion des rétentions et stockages associés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Positionnement et vérification périodique des détecteurs explosimétriques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4, 7.3.5 et 8.2.5	Sans objet
2	Test des détecteurs explosimétriques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4	Sans objet
3	Incidents en lien avec le risque incendie/explosion	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4	Sans objet
4	Tour aéroréfrigérante – projet pilote	Lettre du 26/06/2024	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention de la légionellose – transmission des résultats des analyses	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entretient correctement ses installations de détection explosimètre.

La liste des installations concernées par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) nécessite d'être mise à jour.

Néanmoins, les modifications présentées par l'exploitant ne sont pas substantielles au regard des dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

En effet, les modifications :

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
- n'atteignent pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;
- n'ont pas de conséquence importante sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs : le site est soumis à autorisation et le projet n'augmente pas les quantités de substances dangereuses prises en compte.

Les modifications sollicitées sont toutefois notables. Selon la note du 20 décembre 2021 de la direction générale de la prévention des risques relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement, une consultation du public selon les modalités du L.123-19-2 n'est pas requise car :

- les modifications ne constituent pas une nouvelle activité permanente ICPE,
- les modifications ne concernent pas l'épandage d'effluents et leur nature,
- les modifications ne sont pas relatives à la durée d'exploitation d'une carrière,
- les modifications ne modifient pas le statut à autorisation du site,
- aucune nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population n'est impactée par des effets létaux,
- les modifications ne sont pas de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour lequel des compléments de la part de l'exploitant sont attendus est annexé à ce rapport de visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement et vérification périodique des détecteurs explosimétriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4, 7.3.5 et 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents, Stockages de liquides inflammables
Prescription contrôlée :

Article 7.3.4 :

[...]

L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Article 7.3.5 :

[...]

La zone de stockages extérieurs Nord-Est à proximité des halls pilotes est équipée de capteurs d'explosivité, notamment à proximité des cadres de dihydrogène et des citernes et cuves GPL. La ligne d'alimentation en sortie des cadres d'hydrogène est munie d'une alarme sur pression basse retransmise en salle de contrôle des stations d'essai.

La zone de stockages extérieurs Sud-Ouest est équipée de capteurs d'explosivité.

[...]

Article 8.2.5 :

La cuvette de rétention de la zone de stockage « SUD-OUEST » mentionnée à l'article 1.2.2. du présent arrêté est équipée d'explosimètres et de détection flamme. Les alinéas 8 à 13 de l'article 7.3.4. du présent arrêté sont applicables à ces détecteurs.

Constats :

Dans son courriel en date du 24 février 2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport de la vérification du 10 décembre 2024 de la détection gaz comprenant les détecteurs explosimètres, avec la liste des détecteurs annexés ;
- le rapport de la vérification du 18 novembre 2024 des installations de détection et de protection incendie pour la zone Nord-Est de son site ;
- le rapport de la vérification du 14 novembre 2024 des installations de détection et de protection incendie pour la zone Sud-Ouest de son site.

Lors de la visite du 26 février 2025, l'exploitant a présenté les plans des détecteurs explosimètre des zones Nord-Est et Sud-Ouest, ainsi que les procédures de son Plan d'Urgence Interne et Plan de Mise à l'Abri en cours de validité, applicable à un dépassement des seuils de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE).

Par sondage, les trois détecteurs sélectionnés sur les plans (EXP1071, EXP1073 et EXP1080) ont été vus dans la liste annexée sus-mentionnée des détecteurs. Néanmoins, l'identification des détecteurs n'étant pas clairement reprise dans le rapport de vérification, le lien entre la vérification et les actions de maintenance réalisées est difficilement faisable.

Le prestataire qui réalise la vérification des installations de détection a indiqué qu'à compter de 2025, les éléments de la liste actuellement gérés sous tableur seraient intégrés à une base de données, et que les rapports seront plus complets. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de mise en service de deux détecteurs sur la zone 13 réalisé en février 2025 sous ce nouveau format.

L'inspection note que ce nouveau format de rapport lève les principales difficultés de lecture rencon-

trées avec le format précédent. En particulier, ce rapport sous le nouveau modèle comprend une liste détaillée des détecteurs concernés. Cette liste précise notamment pour les capteurs concernés leur modèle, leur emplacement et les seuils d'alarme et asservissement qui leur sont associés ainsi que la désignation utilisée par l'exploitant pour ces détecteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Test des détecteurs explosimétriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

[...]

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés à informer le personnel présent dans le bâtiment du danger ;
- une mise en sécurité de l'installation selon les dispositions spécifiées par le présent arrêté ou à défaut par l'exploitant ;
- un report d'alarme, notamment au poste de garde, au service sécurité du TRTG et Poste Central Incendie (PCI) de TOTAL RAFFINAGE FRANCE

[...]

Constats :

Sur le terrain, un essai du détecteur EXP1080 situé à proximité de la pomperie 35 a été réalisé. Pour cet essai, le prestataire a utilisé une bouteille de gaz étalon à 0,35 % de butane. L'inspection a constaté que cette bouteille disposait d'un certificat de validité en cours.

Considérant le gaz recherché par l'explosimètre considéré, et en appliquant le coefficient issu du manuel utilisateur pour le calibrage entre ce gaz et le Butane pour le modèle de capteur considéré, la bouteille de gaz étalon utilisée par le prestataire correspond à une concentration d'environ 40 % de la LIE du gaz recherché. La bouteille de gaz étalon utilisée apparaît appropriée pour l'essai réalisé.

L'inspection a constaté que :

- le temps de déclenchement du premier seuil à 15 % de la LIE était inférieur à 10 secondes ;
- les deux gyrophares de la zone 35 ont fonctionné ;
- la sirène de la zone 35 était audible ;
- deux arrêts d'urgence étaient positionnés de part et d'autre de la pomperie 35 ;
- la remontée du signal en salle de pilotage et au poste de garde était effective ;
- le préventeur au bâtiment 38 a bien reçu l'alerte transmise par le poste de garde. C'est lui qui aurait dû réaliser la levée de doute dans un cadre réel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incidents en lien avec le risque incendie/explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courriel en date du 24 février 2025, l'exploitant a indiqué qu'aucun incident faisant suite à un dépassement des seuils des explosimètres n'a été enregistré au cours des trois dernières années. Il a néanmoins transmis pour information les comptes-rendus d'incident des deux derniers événements type départ de feu survenus en 2022 et 2024.</p> <p>Il a également indiqué que l'outil groupe ONE SYNERGI faisait office de registre des incidents / accidents.</p> <p>Ce point de constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Tour aéroréfrigérante – projet pilote

<p>Référence réglementaire : Lettre du 26/06/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique 2921 – Installations de réfrigération</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Par courrier en date du 20 février 2024, reçu le 28 février 2024, vos équipes ont porté à la connaissance de l'inspection des installations classées votre projet de pilote de tour aéroréfrigérante sur le site du centre de recherche OneTech, Total Research & Technology Gonfreville situé sur à Rogerville.</p> <p>Le projet consiste à tester des additifs de traitement anti-corrosion et anti-dépôt pour les circuits de réfrigération par une tour aéroréfrigérante pilote de 7,5 kW. Sept campagnes de 21 jours sont prévues entre les mois de mars et d'octobre 2024.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de suivi des analyses sur le risque de légionelles sur la tour aéroréfrigérante pilote seront à intégrer dans l'application GIDAF ainsi que dans le bilan annuel de 2024, à transmettre à l'inspection avant le 31 mars 2025.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que les déclarations étaient réalisées a minima de manière bimestrielle sur l'outil GIDAF.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a pu constater que l'installation visée était de nature temporaire, et présentait la même typologie de fonctionnement qu'une tour aéroréfrigérante classique.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les essais seraient finalisés pour fin mai 2025, et l'installation sera démontée à l'issue de ces essais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention de la légionellose – transmission des résultats des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilan tous les 2 mois. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none">• les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en <i>Legionella</i> specie ;• les actions correctives prises ou envisagées ;• les effets mesurés des améliorations réalisées. Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.
Constats : Par sondage, l'inspection a pu constater que les déclarations étaient réalisées de manière bimestrielle sur l'outil GIDAF conformément aux exigences, à l'exception de la déclaration du mois de mai 2024 qui a été réalisée en juin 2024. L'exploitant a transmis son bilan des circuits de réfrigération et des risques légionelles liées aux tours aéroréfrigérantes le 20 février 2024 conformément aux exigences. Les bilans des années 2023 et 2024 ne montrent aucun dépassement des seuils de 1 000 UFC/L de <i>Legionella</i> dont <i>pneumophila</i> , ni aucune dérive.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations

Prescription contrôlée :

Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1111	3	NC	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques	1)Sulfure d'hydrogène produit en stations d'essais SE1, SE2, SE3 et pilotes lurry dirigés vers l'incinérateur	La quantité maximale d'H ₂ S au niveau du 1) est de 160 g La quantité maximale d'H ₂ S au niveau du 2)

				2) Emploi ou stockage de sulfure d'hydrogène sous forme de gaz ou de gaz liquéfié pur ou en mélange en laboratoire ou aux essais pilotes (gaz étalon)	est de 500 g Soit une quantité maximale employée ou stockées de 660 g < 10 kg
1131	1	NC	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques	Catalyseurs employés en SE2	La quantité employée est inférieure à 5 tonnes
1131	2	NC	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques	Emploi ou stockage de furfural	La quantité est inférieure à 1 tonne
1172		NC	Stockage et emploi de substances ou préparations Dangereux pour l'environnement – A-, très toxiques pour les organismes aquatiques	Produits de laboratoire	La quantité est inférieure à 1 tonne
1173		NC	Stockage et emploi de substances ou préparations Dangereux pour l'environnement – B-, très toxiques pour les organismes aquatiques	Produits de laboratoire	La quantité est inférieure à 1 tonne

1185	2-a)	D	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE)n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris les pompes à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg,	Groupe frigorifique au R22	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg
1185	2-b)	D	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploi-	Système d'extinction incendie (Emploi de 22 bouteilles de FM 200)	La quantité cumulée susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg

			tation.b) Équipements d'extinction		
1200	2	NC	Fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges Comburants	Produits de laboratoire	La quantité est inférieure à 2 tonnes
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène	Stockage de bouteilles d'oxygène	La quantité stockée est inférieure à 2 tonnes
1412		NC	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammable liquéfié	4 cuves de gaz inflammable liquéfié Essais moteurs : une cuve de 1,75 tonnes Pilotes : 1 cuve de 2,06 kg et 1 cuve de 585 kg+bouteilles annexes	La quantité stockée est de 4,5 tonnes
1416	3	D	Stockage ou emploi d'hydrogène	Stockage d'hydrogène en cadre Emploi d'hydrogène aux essais pilote	Quantité totale susceptible d'être présente inférieure à 1 tonne
1432	2.a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	A=1,4 m ³ B=1 123 m ³ C=195 m ³ D=282 m ³	Ceq total = 1 195 m ³
1433		NC	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables	Installation de mélange à froid	Ceq total inférieure à 5 tonnes

1434	1.b	D	Installation de remplissage ou de distribution	Installation de remplissage de récipients mobiles (pompes P6 et P7)	Ceqtotal inférieure à 20 m ³ /h
1715	2	D	Utilisation et stockage de substances radioactives	Sources radioactives utilisées : Kr ⁸⁵ : 74 MBq Stockage de sources radioactives scellées dans un bunker (TRTG et Total Raffinage France)	Q= 7,4.103<104
2910	A-2	DC	Installation de combustion	Chaudière n°1 : 2,5 MW Chaudière n°2 : 2,32 MW Chaudière n°3 : 2,5 MW	Puissance maximale inférieure à 20 MW
2915	2	D	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. La température d'utilisation est inférieure au point éclair du fluide.	Chaudière alimentant en fluide caloporteur les pilotes SE1, SE2 et SE3	Le volume est de 2 000 L
2920		NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et	Utilisation de 2 compresseurs d'hydrogène	Puissance inférieure à 10 MW

			comprimant ou utilisant des fluides in- flammables		
2921	1.b	D	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Présence de 3 tours aéroréfrigérantes – circuit primaire non fermé	Puissance thermique évacuée totale : 1 915 kW
2931		A	Ateliers d'essais sur banc de moteurs	10bancs d'essais moteurs et 5 bancs à rouleau	Puissance totale : 8 MW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Constats :

L'exploitant a transmis les informations relatives à la mise à jour de la liste de ses installations concernées par la nomenclature des installations classées dans :

- son courrier en date du 27 mai 2016 portant sur la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées, sur la déclaration d'existence et des droits acquis suite à la parution du décret 2014-285 du 3 mars 2014 ;
- son courriel en date du 24 février 2025 portant sur la préparation de la visite ;
- les deux courriels en date du 26 février 2025 portant respectivement sur les rubriques 1 185 b) et 2931-1.

La prise en compte des modifications de la liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE et les informations transmises par l'exploitant conduisent l'inspection aux propositions ci-après listées :

Figurent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du site et ont été modifiées ou supprimées de la nomenclature des ICPE les rubriques suivantes : 1111, 1131, 1172, 1173, 1200, 1220, 1412, 1416, 1432, 1433, 1715 et 2920.

La rubrique 2915-2 figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du site est également à supprimer du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'installation. Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a pu constater que la chaudière alimentant en fluide caloporteur les pilotes SE1, SE2, SE3 était à l'arrêt. **Dans un délai de trois mois, l'exploitant transmettra à l'inspection la date de cessation de cette installation.**

Rubrique 1185-2-b) : l'exploitant a indiqué que seize bouteilles de FM 200 contenant 946 kg de gaz fluorés sont actuellement présentes sur le site. Sur ces seize bouteilles, quatre bouteilles représentant 231 kg de gaz fluorés sont démantelées en attente d'envoi pour élimination, et cinq représentant 291 kg de gaz fluorés seront remplacées par des gaz neutres en mars 2025. Il restera en mai 2025 sept bouteilles représentant 424 kg de gaz fluorés. Le régime applicable de déclaration n'est pas modifié.

L'inspection propose de mettre à jour la nature et les quantités autorisées.

Rubrique 4734 ou 433x : l'exploitant utilise des matériaux biosourcés à vocation de carburant de substitution. Le guide de lecture des textes « liquide inflammable » précise que « Concernant les carburants de substitution, pour être classés au titre de la rubrique 4734, ces liquides doivent être destinés aux véhicules et être utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présenter des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement que les carburants conventionnels auxquels ils se substituent ». **L'exploitant transmettra dans un délai de trois mois la liste de ses liquides inflammables concernés par la rubrique 4734 en précisant par grandes familles les mentions de danger associées et les quantités maximales susceptibles d'être stockées.**

Rubrique 1434 : les installations concernées sont actuellement classées à l'alinéa 1b) « installations de chargement et de déchargement de liquides inflammables : véhicules citerne, de remplissage et de récipients mobiles ». Or si le stockage de ces liquides est soumis à autorisation, le classement devra être modifié – alinéa 2 au lieu de 1b), et la rubrique passera alors du régime de déclaration avec contrôle périodique (DC) à un régime d'autorisation (A). **L'inspection propose de mettre à jour cette rubrique lorsque le classement du stockage des liquides inflammables aura été statué.**

Rubrique 2910-A2 : régime DC : La puissance de la chaudière 2 passe de 2,32 MW à 2,5 MW. La chaudière du bâtiment 14 a été supprimée et une chaudière d'une puissance de 540 kW au bâtiment 4 a été ajoutée. **L'inspection propose de mettre à jour la nature des installations sans impact sur le régime de classement.**

Rubrique 2931-1) : la puissance de l'ensemble des moteurs passe de 8MW à 3 MW sans impact sur le régime. L'exploitant a indiqué une puissance de 2 050 kW pour l'ensemble des dix bancs d'essais moteurs et de 616 kW pour l'ensemble des cinq bancs à rouleaux. **L'inspection propose de mettre à jour la nature des installations sans impact sur le régime de classement.**

Dans son courrier TRTG/HSE/2023-002 en date du 20/04/2023, l'exploitant a informé de la mise en place d'une nouvelle installation relevant de la rubrique 2925-2 d'une puissance de 350 kW. Pour la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué une modification de la puissance de son installation à 500 kW. La puissance est inférieure au seuil de déclaration de 600 kW. Cette rubrique ne sera donc pas mentionnée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC).

Un projet d'APC est annexé à ce rapport en vue d'acter les modifications. **Les compléments sont attendus de la part de l'exploitant sous trois mois.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de **trois mois**, l'exploitant transmettra à l'inspection :

- la date de cessation de cette installation liée à la rubrique 2915-2 ;
- la liste de ses liquides inflammables concernés par la rubrique 4734 en précisant par grandes familles les mentions de danger associées et les quantités maximales susceptibles d'être stockées ;
- ses commentaires sur le projet d'APC annexé à ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences de perte de confinement

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

[...]

Constats :

Lors de la visite terrain dans la zone 10, l'inspection a pu constater une présence importante d'eau de pluie dans certaines rétentions en zone couverte, normalement abritées des intempéries.

L'exploitant a indiqué que la présence d'eaux pluviales était due à des fuites de chéneaux et de gouttières. Il a également indiqué qu'un plan de remise en état était en cours de déploiement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès la réception de ce rapport, l'exploitant doit mettre en place des mesures compensatoires pour garantir la disponibilité des rétentions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 0 jour